

Crise économique**L'échec prévisible des mesures de politique économique d'Issoze Ngondet****Elisabeth Akuma**

Le Premier ministre d'Ali Bongo, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, a présenté, devant les députés le 10 novembre dernier, son plan de relance économique pour sortir le Gabon de la crise financière dans laquelle il serait emporté suite à la chute des cours mondiaux du pétrole. Ce plan repose globalement sur un matraquage fiscal et l'austérité conçue sur une baisse drastique des dépenses publiques. Les mesures annoncées sont, dans une certaine mesure, contradictoires ; ce qui pourrait nuire à leur efficacité. En outre, le manque de légitimité populaire du pouvoir limiterait les capacités de Libreville à faire avaler cette pilule amère à la population.

Selon la théorie économique, en période de crise, matraquage fiscal et politique budgétaire restrictive ne vont pas de pair.

Le Premier ministre gabonais, Franck Emmanuel Issoze Ngondet, n'a vraisemblablement pas écouté les conseils des spécialistes de la politique économique en période de crise avant de rédiger son discours de politique générale. Sinon il n'aurait pas servi à la communauté nationale un discours de politique économique aussi contradictoire et dangereux pour l'avenir du Gabon.

En effet, il annonce, d'une part, l'augmentation et/ou l'élargissement des impôts payés par les entreprises et, d'autre part, une politique d'austérité reposant sur la baisse des dépenses publiques. Cependant, en période de crise, l'augmentation des impôts, pour être efficace, doit s'accompagner d'une redis-



Le Premier ministre vient d'annoncer un plan d'austérité qui risque de mettre le pays en émoi.

tribution des revenus, pour lutter contre les inégalités sociales, et d'un accroissement de l'investissement public.

L'objectif est de ne pas casser la consommation des ménages et la demande de biens d'investissement des entreprises en leur donnant de nouveaux marchés publics ; ce qui permettrait de créer des emplois et donc de relancer l'économie par l'augmentation de la demande des biens et services. La diminution des dépenses publiques, quant à elle, a pour objectif d'équilibrer les comptes publics. Elle retire du pouvoir d'achat aux ménages, car l'Etat diminue l'emploi public et les aides à la consommation. Dans ce cas, le gouvernement compte sur le secteur privé pour relancer l'activité économique. De ce fait, il devrait diminuer les impôts des entreprises et augmenter les subventions accordées à ces dernières. Ainsi, le problème d'Issoze Ngondet est que ces deux principales politiques économiques vont dans le même sens. C'est-à-dire ré-

duire l'activité économique. L'augmentation des impôts et/ou la baisse des subventions accordées aux entreprises et la diminution des dépenses publiques ont un même objectif : réduire l'activité économique et non la relancer. De ce fait, on a l'impression que Libreville utilise deux politiques de baisse de l'activité économique qui devraient être mises en œuvre en période de surchauffe, alors qu'on est en période de crise qui nécessiterait soit la politique de relance par la production (baisse des charges des entreprises et assainissement du climat des affaires) soit la politique de relance par la consommation (augmentation des dépenses publiques).

La politique de lutte contre l'inflation annoncée ne semble pas pertinente

Plus de 70 % des biens et services vendus sur le territoire national sont des importations. Ainsi, le Gabon souffre essentiellement d'un problème d'inflation importée. Le gouverne-

ment, pour tenter de lutter contre la vie chère, opte pour la fixation et le contrôle des prix. Cependant, selon la loi de l'offre et de la demande, l'évolution des prix des produits importés dépend, non seulement des coûts de production dans les pays producteurs de ces produits manufacturés et de l'évolution de la demande internationale, mais aussi de la demande nationale. Aucune politique de fouet, même si elle est mise en œuvre par un gouvernement qui vient de commettre un coup d'Etat électoral, ne pourrait permettre de stabiliser les prix vers le bas. De leur côté, les prix des produits locaux dépendent des coûts de production nationaux et de l'évolution de la demande nationale.

Si le gouvernement veut lutter contre la hausse des prix à court terme, il devrait concurrencer les opérateurs privés en ouvrant des entrepôts publics dans les quartiers pauvres où seraient vendus les produits subventionnés à des prix stabilisés à la baisse, comparative-ment à ceux affichés par le secteur privé. Pour financer ces subventions, Libreville devrait renoncer à sa politique de baisse des droits de douane sur les produits de première nécessité qui n'a montré aucune efficacité depuis le régime de Bongo père. Cette opération devrait être accompagnée d'une vraie politique de baisse des coûts de production et de transport, jumelée à un soutien intensif au secteur productif national. L'objectif, à moyen et long termes, est d'arriver à rendre la production nationale compétitive tout en augmentant le revenu des producteurs.